

unef

Dr Publication :
Denis DUBIEN
Rédacteur en Chef :
Isabelle SAURAT

INFORM

bulletin intérieur de l'UNEF - 72, rue de Clichy - 75009 PARIS - Téléphone (1) 281.33.11

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

COMMISSION PARITAIRE N° 1142 D 73

N° 40 Mars 1985

Du 2 au 5 mai, l'UNEF va tenir son Congrès à Nanterre, dans la région parisienne.

Nos conditions de vie et d'études : quelles solutions choisir pour les changer ? Comment les mettre en place ? Telles sont quelques unes des questions autour desquelles pendant deux mois et demi, les étudiants avec leur Association, vont pouvoir débattre, décider, agir dans chaque amphi.

La préparation du 70^è Congrès de l'UNEF doit être l'occasion pour chacun d'entre-nous de contribuer à ce large rassemblement des étudiants pour faire triompher un à une les solutions qu'ils auront choisies pour améliorer leurs conditions de vie et d'études.

Pour que chaque syndiqué soit plus à l'aise dans la fac, dans son Association, UNEF-INFORM change de contenu : plus pratique, plus d'informations, plus utile.

Bref un numéro qui j'espère répondra mieux à tes attentes, à tes questions.

A bientôt, rendez-vous au Congrès !

Brigitte GEOFFRIAULT
Secrétaire Nationale

SOMMAIRE -

Edito	1
Infos pratiques	2
Echos des facs	3 à 7
70 ^è Congrès de l'UNEF Interview de Régis PIQUEMAL Président	8 à 11
Impôts	11
La CAEL, un atout fantastique	12 à 13
Tribune	14 à 16

infos

LA PHOTOCOPIE à 18 centimes DANS TA FAC ?

Eh oui, cela existe !

Avec la C.A.E.L., et les cartes
magnétiques de photocopie.

Plus d'attente,
Moins cher,
Plus moderne,
Plus de monnaie ...

Renseignements dans tous les
points C.A.E.L. ou bien au :

(1) 281 52 12

pratiques

INSCRIPTIONS aux EXAMENS

Pour certaines facs, il est nécessaire de s'ins-
crire aux examens (juin et septembre) en cours
d'année.

ATTENTION :

Renseignez-vous dans les secrétariats.

L'inscription est souvent obligatoire.

DEMANDES de BOURSES

C'est la période ! Renseignez-vous dans le servi-
ce des bourses de votre Université.

Les demandes faites hors délais sont plus diffi-
cilement prises en compte.

DEMANDES D'ADMISSION en RESIDENCE UNIVERSITAIRE

Attention, la date limite pour ef-
fectuer une demande est déjà fixée
dans les CROUS.

RENSEIGNEZ-VOUS

Pour la région parisienne,
date limite le 1er mars.

Centre National des Oeuvres
Tél. (1) 705 31 10.

LES VACANCES ...

Un week-end, une semaine au ski, à la montagne, à
deux, à cinq, un T.D., un amphi, à des prix étu-
diants....

C'est possible avec le service voyages
de la C.A.E.L.

Pour tous renseignements téléphoner à CAROLE au
(1) 281 52 12

JOBS

L'UNEF a été sollicitée par une agence de publicité (RIVE OUEST) pour proposer à des étudiants d'enregistrer quelques minutes d'une émission (Kodak Rock) passant sur de nombreuses radios locales pour en vérifier la diffusion.

Les étudiants pouvant enregistrer (contre rémunération) une partie de cette émission diffusée en général en début de soirée dans liste des villes ci-après, doivent :

- * Prendre contact avec RIVE OUEST 7/15 Rue du Dôme 92100 BOULOGNE - Tél. (1) 609 91 04 (M. Rémy VILLEBRUN, Melle Florence LAROCHE), pour les modalités d'enregistrement, horaires, fréquences, noms des radios.
- * La liste complète des radios, fréquence, horaire a été également envoyée aux directions d'AGE pour consul-
tation.

Aix, Amiens, Angers, Angoulême, Annecy, Avignon, Belfort, Besançon, Bordeaux, Bourges, Brest, Brive, Caen, Cannes, Cergy, Chalon, Chambéry, Cherbourg, Clermont-ferrand, Colmar, Côte Basque, Dijon, Dunkerque, Dieppe, Grenoble, Joinville le Pont, La Rochelle, Le Havre, Le Mans, Lille, Limoges, Lorient, Le Puy, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Narbonne, Nîmes, Noisy le Grand, Nevers, Orléans, Pau, Périgueux, Poitiers, Quimper, Rennes, Rouen, Reims, Saint Etienne, Strasbourg, Tarbes, Toulon, Toulouse, Troyes, Tours, Valence, Valenciennes, Paris.

Journée micro-info en sciences à Grenoble

Tout a commencé après que des habitués de la cafet, en sciences, nous aient demandé de remplacer les flippers et les babys par des ordinateurs (ça nous servira davantage, disaient-ils). Aussi, grâce à la CAEL, nous avons pris contact avec un de nos fournisseurs, afin d'organiser une expo dans le hall.

Trois ordinateurs APPLE furent installés en démonstration et des tracts diffusés dans tous les amphis.

Si, du côté de la CAEL, l'opération fut un succès (ventes exceptionnelles de disquettes, doublement du chiffre d'affaires de la coop ce jour-là) ce fut un semi-échec pour nous, car nous n'avons pu profiter de l'occasion pour créer un club micro-info. Mais tout n'est pas perdu, car nous avons montré que nous pouvions répondre à une demande des étudiants qui furent nombreux ce jour-là.

Et déjà des copains se sont montrés intéressés pour négocier avec la fac l'obtention d'une salle (comme c'est déjà le cas en Archi). La journée avait permis à notre fournisseur de vendre un maximum de disquettes et deux ordinateurs à 5 000 F. pièce, aussi nous n'aurons pas de difficulté à l'avenir pour les faire revenir sur la fac, mais aussi bien en sciences sociales qu'en lettres, car on n'imagine pas le nombre d'étudiants, toutes UER confondues, qui possèdent un ordinateur.

Les applications de l'informatique d'ailleurs, ne se limitent pas qu'aux sciences, et pour utiliser des fonctions comme celles de traitement de textes, de gestion, d'information et de traitement de statistiques, un minimum d'éléments de programmation est nécessaire, qu'on soit en lettres ou en socio.

On voit donc que l'aspect de jeux et de loisirs n'exclut pas celui de la formation professionnelle.

Dans l'avenir, nous pensons traiter avec le siège de BULL qui est à Lyon, pour doter gratuitement le local que nous prête à cet effet la mairie de Saint-Martin-d'Hères d'ordinateurs BULL. En effet, que ce soient les constructeurs, les revendeurs ou bien les banques, beaucoup veulent susciter l'intérêt des étudiants pour des marques précises d'ordinateurs, sachant qu'on travaille plus tard plus facilement sur le matériel sur lequel on a été formé et qu'on l'achète plus rapidement. Les étudiants ont aussi un rôle de formation et de communication à jouer auprès de lycéens et de la population et c'est dans ce sens que nous négocions l'utilisation du local de la mairie, pour permettre aux étudiants de former d'autres gens, ou pour organiser des stages plus complets pour tous.

Des idées, nous n'en manquons pas à Grenoble, nos projets sont prêts d'aboutir.

Peut-être d'autres AGE souhaitent-elles en savoir plus ou se tenir au courant de ce qui va se passer : qu'ils écrivent ou téléphonent à :

AGEG : 16 (76) 51 65 55

ils seront renseignés.

Thierry "Apple" LIOTARD

La semaine INTER Toulouse, 12-17 nov. 1984

Durant toute une semaine, dès la rentrée des facs, la première semaine internationale de l'étudiant de Toulouse, organisée par l'AGET-UNEF a permis à des centaines d'étudiants de se retrouver pour discuter de SOLIDARITE INTERNATIONALE, de paix, de développement, de coopération. Autant de questions qui nous passionnent, que nous aurons directement dans nos études.

Autour de ces quatre thèmes, de multiples initiatives : films, débats, expos, mais aussi des actions : collecte pour la Namibie, pétitions pour la libération de Nelson MANDELA en Afrique du Sud, et un grand gala d'ouverture de solidarité avec les QUILAPAYUN.

Le bilan que nous en tirons est très positif, même si financièrement cela coûte cher à organiser. Beaucoup de rencontres, un brassage d'idées et de solutions.

D'ores et déjà la deuxième semaine internationale de l'étudiant de Toulouse est en chantier pour 1985. Nous voulons qu'elle soit encore plus l'affaire des étudiants. Nous venons d'obtenir le label officiel "Année Internationale de la Jeunesse" pour ce projet.

**Alors, avec l'AGET-UNEF
l'Année Internationale de la Jeunesse,
ce ne sera pas qu'un slogan !**

Poitiers, Oeuvres universitaires

Le 23 janvier à Poitiers, a eu lieu un débat sur la réforme des oeuvres universitaires.

L'Association Générale avait pour cette occasion décidé du tirage d'un 4 pages informant de l'état des oeuvres mais aussi parlant plus largement des conditions de rentrée, notamment avec la préparation des partiels. Ce 4 pages avait largement été diffusé notamment dans les deux cités-U les plus importantes et à l'entrée des cours. De plus les représentants de divers organismes avaient largement été sollicités, ils étaient nombreux au débat, le directeur du CROUS, les directeurs de cité-U, les directeurs de R.U., un représentant de l'Office HLM, un représentant de la C.N.L.

Un nombre restreint d'étudiants a assisté à ce débat et il apparaît à cela plusieurs raisons :

* d'abord, le débat a peu été engagé avec les étudiants pendant la préparation et sur la base des problèmes que eux pouvaient connaître,

* ensuite comme nous le disions, les étudiants ne conçoivent par les oeuvres comme une globalité qu'il faut défendre, d'où la difficulté à se faire comprendre sur l'enjeu d'un tel débat qui ne peut être perceptible d'emblée sans explication.

Lors de ce débat était présent Antoine VALBON élu Solidarité Etudiante UNEF au C.N.O. ce qui a permis de clarifier les choses quant à certaines positions prises par le directeur du CROUS. Visiblement les orientations prises par le Ministère trouvent un relais dans un certain nombre de CROUS notamment Poitiers.

de plus sur l'organisation de la concertation à propos des oeuvres, des reproches nous ont été adressés par le directeur du CROUS, alors que nous sommes les seuls à l'heure actuelle à avoir fait connaître la réforme aux étudiants, à leur en avoir parlé et proposé un débat de concertation réelle. Des personnalités telles celles de l'OPHLM ou de la C.N.L. se sont montrées attentives à nos propositions, notre conception des choses et l'ignorance dans laquelle sont laissés les étudiants.

Alors, pour les oeuvres comme pour le reste de notre activité - dans le cadre de la préparation de notre 70è Congrès - nous devons les aborder au quotidien, avec les étudiants, dans les amphis, cité-U par cité-U.

Déjà, nous avons commencé avec le nouveau CAMPUS sur cette question, nous ne partons pas de rien et les résultats peuvent s'avérer intéressants.

VIVEMENT l'an 2 000 !

Le Centre scientifique d'Orsay est un des plus importants d'Europe. On ne compte plus les premières scientifiques mondiales.

Pourtant, quel contraste avec l'état de délabrement du centre : 25 ans d'existence + 25 ans d'entretien insuffisant (crédits inexistantes obligent) = un campus qui menace la ruine.

Les conditions de vie et d'études et de travail s'en ressentent :

- 5° dans les amphis,
- salle de T.P. trop exigüe et insuffisamment équipée,
- pannes de courant,

Tout cela les étudiants le vivent mal, un accident supplémentaire a servi de détonateur : une partie de la bibliothèque a brûlé et cela à 15 jours des examens. Des étudiants sont venus nous trouver. Quelle réponse pouvait-on donner tous ensemble ?

C'est ainsi qu'est née la pétition pour la réfection des locaux. Et parce que cela partait de notre réalité à tous, elle est devenue une bataille de tous : élus, délégués de T.D., étudiants non syndiqués... C'est ainsi que 800 signatures ont été recueillies dans une période précédant les examens ; ce n'était pas gagné d'avance !

A la suite de cela une rencontre avec le vice-président du centre nous a permis d'être informés et de connaître les solutions possibles : subvention du fonds des grands travaux.

Par un tract, l'Association s'est fait l'écho de ces informations (7 millions débloqués et d'autres en perspective ...)

En tant qu'étudiants, nous avons voulu tout faire pour avancer vers ces solutions, d'où la demande de rencontre avec le Ministère, d'où l'idée de continuer à faire signer la pétition pour se faire mieux entendre près du Ministère.

C'est pas à pas que l'Association compte aller pour avancer vers la réfection du centre, au rythme des étudiants, en leur donnant des informations dont ils ont besoin et en élaborant ensemble de nouveaux moyens de lutte. Une chose est sûre, les étudiants d'Orsay ont vraiment envie d'une fac moderne digne de l'an 2 000 !

... La suite au prochain épisode.

As-tu entendu parler de **PIQUE TOUCHE**, le journal des étudiants en médecine de Paris ?

Se faisant l'écho des activités des associations des différents CHU de Paris, le premier numéro paru en décembre, se voulait aussi une plateforme pour que s'engagent des débats sur les stages d'externes, la qualité de notre formation, l'ambiance de nos facs, le 3^e cycle de médecine générale, à partir de témoignages, d'interviews d'étudiants.

Le second point fort du journal était de lancer l'idée des stages d'externes à l'étranger en collaboration avec l'IFMSA. Pour cela mettre en place dans chaque fac des commissions, trouver un responsable qui se charge : d'inscrire les étudiants, contacter les présidents, les chefs de service de chaque CHU pour obtenir des stages d'accueil, c'est possible !

PIQUE TOUCHE et les copains qui le distribuent dans les amphis en assurent la promotion.

Aujourd'hui, à l'heure où l'AGE santé et l'AGEP 94 (Créteil) vont vivre un grand moment en organisant un Colloque sur la prévention de la guerre nucléaire, le n° 2 est en train, avec un dossier spécial Colloque.

S'inscrivant en plein dans la préparation du 70^e Congrès, bref, reflétant la vie de nos facs, de nos associations, spécifique aux étudiants en médecine, **PIQUE TOUCHE** peut intéresser des copains en médecine de province, d'autant que le N° 3 qui paraîtra en mars 85, comportera un dossier spécial sur le rôle des étudiants en médecine dans l'aide du Tiers-Monde : ce qui sera tout à fait d'actualité puisque l'AGE - Lyon organise les 16 et 17 mars 85 un Colloque sur cette question "des étudiants et l'aide au Tiers-Monde". Cela permettra une collaboration étroite entre l'AGE santé-Paris et l'AGEL pour la réalisation de **PIQUE TOUCHE** N° 3.

De plus, **PIQUE TOUCHE** N° 1 et 2 apportent les dernières informations émanant du Ministère, concernant le 3^e cycle de médecine générale.

Téléphone au B.N. ou écris-nous, on te l'enverra.

Secteur santé UNEF -
72 Rue de Clichy 75009 PARIS.

Xavier AKNINE - Membre du BN
Responsable secteur santé.
Joëlle MALVY - Secrétaire à l'Orga
AGE santé-Paris.

1985 - Année Internationale de la Jeunesse

Participation, Paix, développement

L'Assemblée Générale des Nations Unies a décidé de désigner 1985 comme l'Année Internationale de la Jeunesse.

Pourquoi cette année de la jeunesse ?

Dire que la jeunesse représente l'avenir est un cliché assez répandu, cependant, on a le sentiment que les étudiants sont trop souvent écartés de leurs droits d'être pris en compte, d'agir sur les décisions, affectant leur vie, leurs conditions d'études, de formation, leur avenir.

C'est aux associations qu'ont été confiées, en France, la préparation de la mise en oeuvre de l'Année Internationale de la Jeunesse (A.I.J.), dans ce sens un comité de coordination composé de différents Ministères et d'associations nationales, a été mis en place pour traiter et évaluer l'ensemble des projets.

L'UNEF a déposé 4 projets qui ont tous obtenu le label officiel "Année Internationale de la Jeunesse", cela signifie que ces activités seront inscrites au calendrier officiel de l' "AIJ" et recevront des aides pour leurs réalisations.

A Lyon, c'est un Colloque étudiants-Tiers-Monde qui se prépare ainsi qu'une semaine internationale de l'étudiant qui se déroulera du 11 au 17 mars à Lyon I et Lyon II. Films, débats, stands d'associations, bref une grande semaine, organisée par l'AGEL-UNEF à laquelle les étudiants sont invités à participer.

L'AGET-UNEF de Toulouse a déjà réalisé ce genre de chose, son succès l'amène à le renouveler. En novembre dernier, tout avait commencé par un concert des Quilapayun, suivi de nombreuses initiatives sur la solidarité internationale. En 1985, la "SIET" comme l'appellent les Toulousains (Semaine Internationale des Etudiants de Toulouse) s'inscrira dans le cadre de l' "AIJ".

Initiative d'une autre nature, sera la réunion organisée par les étudiants en médecine du CHU de Créteil : un Colloque sur la présentation d'une éventuelle guerre nucléaire.

Diverses personnalités y participeront : les professeurs SCHARTZENBERG, LABORIE, JACQUARD, HUGUENARD, GALIE ...

L'objet d'un tel colloque est d'introduire dans le cursus des étudiants en médecine un enseignement sur les conséquences d'un conflit nucléaire comme il existe déjà à HARVARD ou dans les facultés de médecine de Suède ou de Grèce.

En mars, l'AGEN-UNEF (Nancy) et son centre d'initiatives culturelles organiseront un festival "images du fantastique", cette initiative originale mettra en oeuvre tous les modes de communication.

L'ensemble de toutes ces initiatives reflète la capacité d'innovation des associations étudiantes UNEF.

Par celles-ci, elles montrent leur responsabilité, leur dynamisme.

Mais sur d'autres sujets, nous avons aussi des propositions (nos conditions d'études, de vie, les examens, les restaurants universitaires ...), ils s'agit de les faire prendre en compte, c'est aussi un des enjeux de l'Année Internationale de la Jeunesse.

Frédéric VERRECCHIA
Membre du Bureau National
responsable des questions internationales

Le ciné-club de Paris VIII

Voilà bientôt 2 mois que le ciné-club fonctionne : quelques personnes motivées, une infrastructure adéquate et l'accord du secrétaire général.

Après avoir passé en revue tous les organismes susceptibles de prêter ou louer des films, il s'est avéré que nous pouvions commencer sans déboursier un seul centime. Mais avec l'ambassade de RFA nous avons proposé un cycle F.MURNAU pour les cinéphiles. Le mois de mars sera consacré au cinéma Africain avec les services gratuits du Ministère des relations extérieures.

Un petit pécule s'est constitué pour payer les premiers films de l'I.S.M. (intermigrant).

Il est certain qu'une telle formule limite le choix des films mais pour commencer cela a été largement suffisant. Il nous faut encore préciser que toute une campagne d'information avait été mise en place - questionnaires, tracts, table de presse, affiches, etc., même si en ce moment un constat établit un défaut de ce côté.

Pour la suite, il faudra redoubler d'efforts et encourager d'autres personnes à venir nous aider.

L'idée du ciné-club et son début de création suscitent des envies, des attentes pour les étudiants et les professeurs qui voient dans cette initiative un moyen de diversifier les enseignements.

Par exemple : un cours d'interprètes est venu pour traduire en simultané les incertitudes de Tobou (de MURNAU). Pour certains c'était un banc d'essai et cela n'a pas manqué de drôlerie et de surprise.

Enfin, un ciné-club peut être autre chose qu'un lieu froid d'où l'on part sans avoir d'émotions sinon celles procurées par le film.

Nous souhaitons bonne chance aux futures initiatives.

Les Amis du ciné-club
de Paris VIII.



Les futurs médecins doivent savoir

Les étudiants en médecine de Créteil ont constitué leur comité de prévention

Un comité d'étudiants en médecine pour la prévention de la guerre nucléaire vient de se constituer à la faculté de Créteil, dans le Val-de-Marne. Il est né au terme d'un colloque organisé à l'initiative de l'UNEF (1).

Conscients de leur responsabilité individuelle et professionnelle pour empêcher le suicide de l'humanité, les participants ont demandé que tous les futurs médecins

soient informés des conséquences réelles d'un conflit nucléaire. Dans plusieurs pays d'Europe notamment, un tel « enseignement » existe. Pas plus que leurs collègues étrangers, les médecins français ne pourraient faire face à une telle catastrophe. Il est donc urgent que leur soit aussi offerte la possibilité de prendre conscience du fait que « *la guérison ne peut être que préventive* ».

« Je ne pensais pas que cela puisse être aussi horrible. Je croyais qu'avec des abris, on pouvait se protéger. »

L'étonnement qui se lisait sur le visage de cette étudiante n'avait d'égal que la gravité avec laquelle elle commentait le film « *Prophétie* » (2), projeté lors du colloque. Et elle ne faisait pas figure d'exception dans l'amphithéâtre de la faculté de Créteil. Pour-

tant, tout insoutenables que soient ces images, elles ne retracent en fait que les conséquences d'une « *petite explosion* » : les deux bombes qui furent larguées sur Hiroshima et Nagasaki, en ce mois d'août 1945, n'étaient que des « *jouets* » comparées à la puissance des arsenaux nucléaires qui menacent chaque jour davantage notre planète.

L'équilibre de la terreur que certains osent présenter comme un facteur de paix devient de plus en plus fragile. Comme le soulignait le professeur Schwarzenberg, au fur et à mesure qu'augmentent les stocks d'armements nucléaires dans le monde, le jour approche où « *la masse critique sera atteinte* » et où « *plus rien n'empêchera un conflit* ».

Il est illusoire de croire qu'en ce cas, les médecins, pour ce qu'il en restera, puissent être d'une quelconque utilité. « *Ce serait en fait la disparition de toutes les maladies de l'homme... par disparition même de l'espèce humaine* », selon les termes du professeur Jacquart.

De cela, les médecins, dont la vocation est de protéger la vie et de repousser sans cesse les frontières de la mort, doivent être informés. Pour pouvoir exercer leur « *devoir moral* » en alertant leurs patients.

Dans de nombreux pays comme la Finlande, la Suède, l'Autriche, la RFA, la Tchécoslovaquie, les étudiants en médecine bénéficient, dans le cadre de leurs études, de telles informations. En Suède et en Grèce, les ministres de l'Education ont officiellement inscrit le sujet au programme.

La France ne peut rester plus longtemps en marge. Le silence trop longtemps entretenu doit être rompu. Non pas, comme le souhaitent les défenseurs aveugles ou conscients de la course à la mort, pour habituer l'opinion publique à l'éventualité d'une telle guerre, mais pour que chacun prenne conscience de l'urgence d'agir en faveur d'un désarmement progressif et équilibré. Non pas pour enseigner aux futurs médecins la meilleure façon de réagir après un conflit nucléaire comme osait le prôner au cours du colloque de Créteil le vice-président du conseil de l'ordre du Val-de-Marne, mais pour qu'ils participent à éviter l'apocalypse. Ce que Matthias Rath, représentant de la Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine, résumait clairement au terme de cette journée de débats : « *Votre message doit maintenant parvenir à tous les futurs médecins de France. Nous vous apportons tout notre soutien dans votre action pour une information véritable qui, en brisant toute illusion sur la possibilité de survivre à un conflit nucléaire, conduise, au contraire, à l'action pour empêcher le désastre.* »

MARYSE LELARGE

(1) Ce colloque était placé sous le haut patronage des professeurs P. Galle, P. Huguénard, A. Jacquart, M. Laborit, L. Schwarzenberg, du président de l'université Paris-XII, du doyen et du vice-président de la faculté de Créteil et des organisations UNEF, IFMSA (Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine) et de l'AMFPGN (Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire).

(2) Film réalisé par l'Institut Hiroshima-Nagasaki. Disponible auprès du Comité de vigilance Hiroshima-Nagasaki, B.P. 208, 92242 Malakoff Cedex.

L'Humanité
22.2.85

70e CONGRES U.N.E.F.

Interview

L'Union Nationale des Etudiants de France va tenir son 70^e Congrès National du 2 au 5 mai 1985 à Nanterre.

A chaque fois, le Congrès de l'UNEF constitue un moment fort dans la vie du syndicat. Mais il concerne plus largement l'ensemble des étudiants et de la communauté universitaire. Cela s'explique car le Congrès ne constitue pas une affaire interne mais bien un évènement, préparé deux mois durant dans toutes les facs, publiquement.

Pour ce numéro d'UNEF-INFORM qui lance la préparation du 70^e Congrès nous avons demandé à Régis PIQUEMAL - Président de l'UNEF de nous parler des enjeux de ce Congrès.

QUESTION : Comme chaque année l'UNEF s'apprête à tenir Congrès, est-ce seulement une habitude, une routine imposée par les statuts ?

R. PIQUEMAL : Non bien sûr ! Je serais tenté de dire que face à l'évolution extrêmement rapide de l'Université nous pourrions tenir Congrès deux fois par an ! En 1983, les réformes engagées et l'inadaptation de notre structure, les groupes d'étude, nous poussaient à tenir Congrès. Ainsi qu'en 1984 où nous ressentions la nécessité de nous doter d'un projet global pour l'Université.

QUESTION : Alors, en 1985, que se passe-t-il ?

R.P. : 1985, chacun le sait bien, est marquée par une aggravation importante de nos conditions de vie et d'études. Force est de constater que la mise en place de la réforme, notamment des 1ers cycles n'aboutit pas aux transformations nécessaires. L'échec et l'abandon, la sélection sociale, restent les faits majeurs à l'Université.

QUESTION : En fait, on assiste aux retombées de la crise qui sévit dans tout le pays ?

R.P. : Dire cela n'est pas juste. Ne raisonnons pas en termes de retombées. Cela voudrait dire qu'on ne résoudra la crise que nous vivons à l'Université qu'en s'attaquant à la crise économique que les médias nous présentent comme fatale. La "crise étudiante" mérite à elle seule qu'on s'y attarde, et qu'on s'y attache en tant que telle.

QUESTION : Parler de "crise étudiante" c'est nouveau à l'UNEF, qu'est-ce que cela recouvre ?

R.P. : Cela recouvre l'ensemble des obstacles, des contraintes et des attaques que subit en France chaque étudiant, allant contre son besoin de réussir, de bien étudier, de bien vivre à l'Université. Ces attaques ou contraintes sont multiples ; elles ne touchent pas au même degré tous les étudiants. Ce qu'il faut voir, c'est que tout, du manque d'animation, aux examens regroupés sur quelques jours va dans le même sens : faire ses études, un véritable 110 m haies dont ne s'en sortiront que les meilleurs, bien entraînés, bien sponsorisés.

QUESTION : Plus concrètement alors ?

R.P. : Chacun ne connaît que trop bien ses conditions de vie et d'études à la fac. Les conditions matérielles sont immenses : bourses, droits de T.P. supplémentaires comme à Brest, défaut de livres, de matériel moderne, mauvaises conditions de logement, la nourriture du R.U. qui s'appauvrit, les T.D. surchargés, les U.V. guillotines

Mais cela n'est pas tout, car on subit, parfois sans s'en rendre compte, des contraintes et pressions idéologiques immenses. Que penser en effet des cours d'économie qui nous apprennent la meilleure façon de licencier, que dire des profs qui nous découragent dès le jour de la rentrée. Pourquoi justifier ce que l'on vit, l'échec et l'abandon, comme le prix à payer pour devenir les cadres de l'an 2 000. Et justement pourquoi nous répète-t-on sans cesse que de toute façon c'est la crise, alors, les polys gratuits, les micro-ordinateurs...ça sera pour plus tard ! Pourquoi sinon pour nous rendre plus fatalistes, pour nous détourner de nos aspirations, de l'action ?

Eh bien, à l'UNEF nous disons non, cela n'est pas fatal. Certes il y a la crise comme on dit, mais chacune des contraintes, des attaques qui sont portées contre nous sont le fait de responsables précis (du directeur de cité-U, au président d'Université en passant par le responsable administratif) qui ont pourtant le pouvoir de décider d'autres solutions.

Alors, chaque contrainte, chaque attaque nécessitent qu'on s'y arrête, qu'on y apporte une réponse immédiate pour finalement dégager des solutions nouvelles.

QUESTION : Pourrais-tu nous donner quelques exemples précis ?

R.P. : Bien sûr et j'en donnerai deux, en lien avec ce qu'il se passe dans deux AGE : Santé/Paris, et Orléans.

1) L'AGE Santé/Paris et l'AGE de Paris 12 en médecine ont organisé en commun un colloque "Etudiants en médecine pour la prévention de la guerre nucléaire". La tenue de ce colloque a été en elle-même une réponse concrète et importante à l'idée que fait dominer le Conseil de l'ordre par exemple, comme quoi un tel conflit est inévitable à terme et qu'on n'a pas à se mêler des conséquences possibles. Le colloque a été une réponse car il a montré justement le rôle actif que nous pouvons jouer pour éviter le pire et que cela passait par une connaissance exacte de toutes les conséquences. Le colloque a été une réussite : une réelle réponse à cette attaque idéologique. Pour les copains de Santé et Paris 12, il s'agit maintenant d'obtenir la solution nécessaire : intégrer dans nos études l'enseignement des risques nucléaires. Pour cela le colloque s'est achevé par la création d'un comité des étudiants en Médecine de Paris 12 "Pour la prévention de la guerre nucléaire".

2) A Orléans, en lettres, ça ne va pas ! On a cours dans des préfabriqués. Aucun matériel, pas de stage en LEA ... les étudiants ont débattu de chacun de ces problèmes. Pour y répondre eux-mêmes, ils ont empêché le conseil d'Université de voter le budget en envahissant la salle à 150. Ils ont décidé de faire ensemble avec les étudiants d'éco. un autre projet de budget. Pour eux, c'est la solution qui permettra de prendre en compte et de satisfaire tous leurs besoins.

QUESTION : Deux exemples bien différents à priori, mais à chaque fois la même démarche...

R.P. : En effet, et c'est bien là un aspect totalement nouveau de ce que nous voulons faire.

Chaque question, chaque besoin nécessitent une réponse, nécessitent donc une lutte, une action. La mise en place et le développement d'un ciné-club par exemple constituent en soi une lutte à partir du moment où l'on considère comme une réponse l'isolement qui touche des milliers d'étudiants, contraignant bon nombre d'entre-eux à abandonner.

C'est pour gagner que les étudiants se rassemblent. Eh bien à l'UNEF nous voulons pousser à ce rassemblement car nous pouvons gagner beaucoup.

QUESTION : Agir pour un tel rassemblement cela ouvre des perspectives nouvelles, pourtant beaucoup disent que les étudiants sont individualistes, qu'on ne peut pas les mobiliser.

R.P. : Beaucoup le disent en effet. En disant cela, leur but est clair : enfoncer davantage encore le clou de la fatalité, du "vous n'y pouvez rien".

Il faut arrêter cela car c'est bien mal connaître les étudiants. Ils sont certes bien différents, mais tous, et je dis bien tous, ont au moins un besoin, une exigence à satisfaire pour que leurs études, leur vie à la fac correspondent à ce qu'ils veulent.

A l'UNEF, nous voulons faire s'exprimer ces exigences, faire se rencontrer et débattre ensemble tous ceux qui ont le même besoin pour élaborer des réponses, pour gagner.

Cela ne se fait pas en claquant les doigts, en imposant des réponses toutes faites. Il s'agit d'écouter les étudiants, de prendre en compte toutes leurs idées, leurs propositions, tout ce qu'ils pensent. Il s'agit de déterminer avec eux dans les amphis, dans les T.D. ce qu'il faut gagner et la meilleure façon d'y arriver. J'en connais qui commenceraient à douter de l'incapacité des étudiants à bouger. L'exemple que je donnais d'Orléans est une première démonstration.

Discuter, proposer, agir pour des solutions différentes, voilà ce que nous voulons à l'UNEF, ça vaut le coup de faire une Congrès, non ?

QUESTION : A chaque Congrès, l'UNEF s'affirme davantage encore comme une réelle force. Avec ce 70^e Congrès et le rassemblement qu'elle propose, l'UNEF est encore plus audacieuse...

R.P. : C'est vrai. Cela tient au fait que nous sommes un syndicat de jeunes, d'étudiants. Nous sommes donc ambitieux pour nos études, notre avenir. Mais au-delà ce qui nous permet de grandir, c'est notre expérience, notre bilan.

Nous avons une expérience irremplaçable de luttes, d'acquis, d'échecs. Les étudiants, avec l'UNEF ont fait l'expérience que rien de bon ne se fait sans eux. Aujourd'hui, la seule solution c'est d'agir sur toutes les questions, sans rien laisser passer.

QUESTION : *Peut-on tirer à grands traits le bilan de l'UNEF dans la dernière période ?*

R.P. : D'abord je dirais qu'il est très riche. Depuis la rentrée 84 nous avons eu une activité très diversifiée, souvent originale qui a permis de rassembler et de débattre avec de très nombreux étudiants.

Beaucoup de journaux d'Association ont maintenant une parution régulière et sont le fait de comités de rédaction nombreux. Concernant les Oeuvres Universitaires, la rentrée a été marquée par une bataille importante sur la mensualisation des bourses. Avec l'UNEF 45 000 étudiants se sont exprimés sur leurs conditions de vie et d'études grâce à l'enquête nationale et 60 000 ont voulu décider de l'avenir de leur CROUS pendant notre vote national. A Toulouse, Lyon, Nanterre, Nice, des initiatives de "Solidarité" avec les étudiants des pays du monde ont pris une place importante. Dans le même temps, l'UNEF a été utile pour dédoubler bien des T.D. ou amphis, pour gagner des heures complémentaires en plus ... Je pourrais multiplier les exemples en prenant Université par Université. Ce qui est clair, c'est qu'aux yeux de tous, il est devenu évident qu'avec l'UNEF on peut faire des choses intéressantes, on peut gagner sur nos besoins, bref l'UNEF, c'est utile à la fac.

QUESTION : *Cependant ce bilan recouvre quelques contradictions et qu'est-ce que cela veut dire précisément ?*

R.P. : L'UNEF comme syndicat a un ensemble de propositions et d'objectifs, bref de solutions pour une Université différente. Ces solutions sont connues mais dans bien des cas on n'a pas encore suffisamment s'en servir pour leur donner toutes les chances d'aboutir.

Concrètement, cela veut dire que nous ne nous servons pas pleinement des centaines d'initiatives

dont nous sommes à l'origine pour mener une bataille accrue et imposer nos solutions originales, étudiantes.

Des exemples : A Toulouse, nous ne nous servons pas du restau-U que l'AGET UNEF gère "Le Clos Normand" pour gagner dans tous les autres R.U. un conseil de gestion du R.U.

A Brest, nous n'utilisons pas assez le cinéclub de l'AGEB-UNEF pour gagner la bataille contre l'isolement sur le campus par la création d'un centre culturel par exemple.

Je dirais que cela est normal. Nous mesurons mieux aujourd'hui de par notre bilan le pas qu'il nous faut franchir. Pour répondre à un besoin, il faut mettre en place des initiatives concrètes qui constituent autant de réponses immédiates permettant d'aboutir à la solution qui convient.

QUESTION : *Alors, ce 70^e Congrès, comment s'annonce-t-il ?*

R.P. : Cela dépend de chacun à vrai dire. L'expérience de chacun d'entre-nous nous pousse à tenir ce Congrès. Je crois que nous tenons le bon bout car nous sommes assez forts pour réussir ce grand rassemblement des étudiants qui veulent gagner.

Chaque adhérent de l'UNEF dans son T.D. peut prendre toute sa place en animant la discussion autour des problèmes rencontrés. En utilisant l'association, ses élus, ses moyens d'information, il peut montrer les solutions nécessaires et les moyens d'y arriver.

Le 70^e Congrès, c'est cela. Discuter, proposer, agir pour des solutions différentes, nouvelles.

Dans le même temps, le Congrès de l'UNEF, c'est un lieu de débats et d'échanges important où se rencontrent 800 délégués de toute la France. Des discussions en petits groupes ont lieu par centre d'intérêt, par responsabilités, par question d'actualité (réforme, oeuvres universitaires ...) De plus cela sera un moment culturel important (expos, livres, spectacle avec un chanteur célèbre, surprise ...) Enfin, il sera l'occasion de célébrer l'Année Internationale de la Jeunesse par une soirée internationale spéciale où seront invitées des organisations d'étudiants du monde entier.

Impôts

QUESTION : Qui peut venir au Congrès ?

R.P. : Tous les adhérents de l'UNEF, pour peu qu'ils soient intéressés par leurs études, mais cela, c'est bien le commun de tout un chacun.

QUESTION : Combien cela coûte-t-il ?

R.P. : Le "mandat" du délégué coûte 550 F. pour un délégué provincial, 650 F. pour un parisien puisque le Congrès a lieu à Paris. Le Congrès dure 4 jours, le mandat inclut tous les frais financiers.

Mais tout ne doit pas venir du délégué auquel on demande seulement 150 F. de participation personnelle. Pour le reste du mandat, le mieux est sûrement de s'adresser à l'AGE ou l'association de la fac.

QUESTION : Un grand Congrès donc ?

R.P. : Chaque Congrès est un moment important. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un Congrès intéressant, riche où tous participent, un Congrès préparé dans des centaines d'ampis, bref un Congrès qui permette le rassemblement des étudiants qui veulent mieux vivre, réussir, mieux étudier.

* * *

Nous ne sommes pas très riches, mais nos maigres revenus doivent cependant faire l'objet d'une déclaration de revenus.

Voici donc quelques précisions concernant spécifiquement les étudiants.

LE REVENU IMPOSABLE

Toutes les sommes perçues par les étudiants pour une activité occasionnelle ou non sont imposables.

Sauf : les indemnités versées par des entreprises auprès desquelles l'étudiant a effectué un stage si 3 conditions sont réunies : que celui-ci fasse partie intégrante du cursus ; qu'il soit obligatoire ; que le stage dure moins de 3 mois.

* les indemnités hospitalières perçues par les étudiants de 4^e, 5^e, 6^e année de médecine qui sont boursiers,

* les bourses d'études servies par l'Etat ou les collectivités publiques, sauf certaines bourses de recherche.

LA DECLARATION

Pour les étudiants célibataires, entre 18 et 25 ans, deux solutions :

1 - les revenus doivent être déclarés séparément. Conséquences : l'enfant n'est pas compté dans le nombre de parts des parents.

• les parents peuvent déduire de leurs revenus une pension (que vous ajoutez aux vôtres) jusqu'à 15 330 F.

2 - on peut demander le rattachement à la déclaration des parents. On est rajouté dans le nombre de parts, mais les revenus s'ajoutent aussi. Il faut joindre à la déclaration une demande de rattachement de l'étudiant.

Pour les étudiants mariés ou chargés de famille de moins de 25 ans, même possibilité que ci-dessus mais la pension peut aller jusqu'à 30 660 F.

Pour tous les étudiants de plus de 25 ans, il n'y a pas de possibilité de rattachement.

A vous de choisir la solution la plus avantageuse. Si votre choix s'avère désavantageux, l'administration admet, sur demande la remise de l'impôt payé en trop

DELAIS LEGAUX

La déclaration doit être envoyée avant le 1er Mars, sauf prolongation de l'échéance. ATTENTION, car passé ce délai, une majoration de 10, 25 ou 100%, selon le retard peut être exigée.

LES SOMMES A PAYER

A titre indicatif, et pour vous rassurer, pour un étudiant seul (1 part) l'impôt n'est pas exigé si les revenus sont inférieurs à 30 370 F., il est de 597 F. pour 31 000 F. de revenus ...

- Tribune de discussion -

Le mot du comité de rédaction :

Comme avant chaque Congrès, afin de favoriser le débat et d'expression de tous, une tribune de discussion est ouverte dans UNEF-INFORM.

Toutes les contributions des adhérents seront publiées, dans la limite d'un maximum de 4 000 signes (lettres + ponctuation + espaces).

Les contributions doivent être adressées à Rémy MENETRIER - Bureau National de l'UNEF, 72 Rue de Clichy 75009 PARIS.

A vos plumes donc.

- Echos des facs -

Toutes les Associations désirant faire partager leurs propositions, luttes, acquis, ou bien désirant faire appel aux autres Associations peuvent nous faire parvenir leur prose.

Cette dernière sera publiée dans la limite des places disponibles.

Tribune

SE RASSEMBLER POUR CHANGER TOUT DE SUITE

La situation des étudiants, de l'Université, se dégrade considérablement. Les mauvaises conditions de vie et d'études que nous connaissons se traduisent par l'augmentation croissante du nombre d'échecs et d'abandons. Cette situation ne se justifie pas à l'heure où l'on nous parle de modernisation, de progrès technique et de formation répondant aux besoins de l'an 2 000. Nous ne sommes ni des machines ni des imbéciles, nous avons notre mot à dire, des propositions à faire. De quel droit devrions-nous payer le manque de moyens et le manque de volonté pour transformer l'Université.

Cette situation n'est ni fatale ni nécessaire, bien au contraire. Elle est le résultat d'une politique universitaire qui entend nous résigner, nous conditionner. Nous ne l'acceptons pas !

La conférence des responsables des Associations qui s'est réunie à Antony les 9 et 10 février a montré la diversité et la multitude d'initiatives prises durant cette année pour transformer au jour le jour nos conditions de vie et d'études à la fac.

A partir de cette expérience, nous devons affiner notre réflexion pour réunir les conditions nouvelles d'une participation plus importante et plus efficace des étudiants dans la vie universitaire en général.

En effet, le fait que des attaques de plus en plus importantes soient portées sur nos conditions matérielles, morales nécessite aujourd'hui une riposte plus large du syndicat et de l'ensemble des étudiants. Le fait que nous ayons cette année commencé à associer un grand nombre d'étudiants sur des questions aussi diverses que le ciné-club ou la réforme de l'aide sociale, démontre s'il en était encore besoin, que les étudiants sont prêts à agir dès qu'il s'agit d'évènements en rapport avec leur vie à la fac.

A partir de cela, il nous faut sur chaque problème être à l'initiative de discussions, de propositions et d'actions qui aboutissent à une amélioration de nos conditions de vie et d'études. C'est à partir d'initiatives larges ou l'ensemble des étudiants concernés sont partie prenante que nous ferons l'expérience que notre vécu n'est pas fatal, au contraire qu'il peut être transformé immédiatement dans le sens de nos aspirations.

A chaque problème, chaque attaque sur nos conditions d'études, des solutions sont possibles. Elles prennent tout leur sens et toute leur efficacité quand c'est ensemble que les étudiants se rassemblent. Et c'est parce que les étudiants se rassemblent que sur chaque point la situation peut changer tout de suite.

Serge GAYSSOT

LA REFORME DU 1er CYCLE, QUEL BILAN ?

Quand il y a deux ans, l'Université de Paris XI a pris la décision de reformer l'ensemble de ses premiers cycles, elle ne partait pas de rien.

- un souci constant de la pédagogie avait conduit à expérimenter un grand nombre d'innovations pédagogiques intéressantes,
- une pratique démocratique inconnue dans la plupart des autres facs de France, avait toujours permis aux étudiants de s'exprimer,
- la richesse du centre scientifique (1/3 de la recherche française) bien que sous exploitée par les premiers cycles constituait un terrain favorable.

Tous ces atouts ont été largement mis à contribution lors de l'élaboration du projet de 1er cycle rénové.

Ainsi le projet a été élaboré par une équipe comprenant des enseignants de toutes disciplines, des étudiants et des responsables élus.

Partant sur de telles bases, la réforme se devait de réussir, c'est bien ce que confirment les premiers résultats : moins de 10 % d'abandons, plus de 60% de réussite en module d'orientation. Des chiffres à faire pâlir d'envie la plupart des facs scientifiques de sciences. Ces résultats sont dus à la mise en place d'un certain nombre de mesures :

- dès la rentrée un effort d'information important (chaque étudiant disposant d'une plaquette présentant les enseignements),
- des cours intégrés et la quasi disparition des cours d'amphi de 200 étudiants,
- une plus grande mise en compte des étudiants se traduisant notamment par la reconnaissance par les enseignants et l'administration de délégués de TD élus partout,
- la constitution d'équipes pédagogiques réelles comprenant ces délégués,
- l'existence systématique de photocopiés de cours (exercices corrigés).

Le rôle des élus et de l'Association dans la mise en place de ces mesures fut déterminant. Ensemble nous avons réfléchi aux causes quotidiennes de l'échec et de l'abandon. Nous avons élaboré des propositions que nous avons défendues dans les commissions pédagogiques et les conseils d'UER. Ensemble nous avons organisé l'accueil à la rentrée, nous avons réuni les délégués de TD pour qu'ils agissent en commun (ça n'a pas été simple) et qu'ils puissent veiller à la bonne application de la réforme. Ainsi notre intervention a permis d'éviter de nombreuses erreurs dans son application.

Bien qu'aujourd'hui tout ne soit pas réglé, il ne paraît pas réaliste que 45 % des étudiants aient leur DEUG en deux ans et beaucoup d'autres en trois ans dans de bonnes conditions.

Agir pour lutter contre l'échec et l'abandon, c'est donc réellement possible. Là comme ailleurs, c'est à nous de jouer.

Laurent SANTOIRE/DRSAY

CORRESPONDANT DE T.D. QUI ? POURQUOI FAIRE ?

La rentrée en langues à Lyon II s'est bien passée : 3 semaines d'orientation, meilleure connaissance du campus par les nouveaux étudiants (grâce notamment aux visites organisées par l'AGEL-UNEF !)

Cependant à l'enthousiasme des 3 premières semaines a succédé le problème n° 1 : les T.D. : 4 T.D. dans une salle prévue pour 25, ce ne sont pas des conditions d'études qui favorisent la réussite ...

Alors, Florence, Françoise, Daniel, Catherine, Elisabeth, en anglais - Valérie, Soraya et Enrique en espagnol sont venus nous voir. On a discuté ensemble ce qu'on pouvait faire : boycott, pétitions, délégations. C'est ces deux formes qu'on a retenues. On a écrit la pétition ensemble puis les copains l'ont diffusée dans les T.D. de leur UER respectifs. On a réussi à gagner des dédoublements de T.D.

Mais, ce qu'il y a de plus chouette, c'est qu'on ne s'est pas arrêté là : on a discuté des problèmes de la fac et on a décidé que chacun serait un correspondant de l'UNEF de son T.D. Un correspondant, c'est quelqu'un d'attentif à tout ce qui se passe dans les T.D., dans l'UER, quelqu'un qui est connu dans son UER.

Depuis la rentrée on a des contacts réguliers avec tous. Enrique s'est investi dans l'Association des étudiants pour la solidarité avec l'Amérique Latine (AESAL soutenue par l'UNEF), Florence passe au local souvent, vient donner un coup de main au RU pour le vote national sur les oeuvres universitaires, Valérie a plein d'idées sur la CAEL, Françoise passe souvent au local pour discuter... Le plus important là-dedans, c'est qu'on a mis dans le coup des jeunes sans faire à leur place, en les associant à toutes les décisions.

Ils ont pu poser toutes leurs questions sur l'UNEF, son fonctionnement, ses activités et y a répondu sans tabous, sans schémas, sans à priori, avec des mots de tous les jours, des mots concrets ...

Les copains qui se sentent à l'aise dans leur T.D., leurs cours, mais aussi dans leur vie d'étudiant, ça vaut le coup pour l'UNEF ; ça lui donne du dynamisme, des idées, de la joie de vivre à l'heure où tout est fait pour encourager la résignation, la passivité. A nous d'être attentifs, offensifs, ouverts, dynamiques C'est possible partout : alors un correspondant de T.D. on essaie ?

Henri HAVARD/LYON

L'UNIVERSITE AU COEUR DU DEPARTEMENT

Nous sommes étudiants et cela veut dire pour bon nombre de gens, des jeunes coupés de la réalité.

La fac, aujourd'hui, vit la plupart du temps en vase clos, un monde à part que celui des études. Et pourtant par définition un étudiant est l'avenir du pays, de sa région, de son département.

Quand on est étudiant, ce qu'on recherche, c'est être formé à un métier d'avenir, c'est une profession où il y ait des débouchés. C'est aussi vivre au contact des gens, des entreprises de sa ville, de son département.

La réalité est tout autre : en droit, en éco, en sciences, en lettres, pas de stages avant la licence voire la maîtrise ou le plus souvent : rien !

En IUT, il faut attendre d'avoir effectué les 3/4 de la formation avant d'entrer en stage.

Mais les stages ce n'est pas tout, ce qui est pire, c'est le manque de contact avec les entreprises de la région. Ainsi peu de cas concrets à étudier, voire pas du tout, aucun lien entre l'entreprise et les cours pour l'étude de ces cas rares.

Et les débats entre ceux qui dirigent le département aujourd'hui et ceux qui le dirigeront demain ; c'est pratique inconnue dans l'Université d'aujourd'hui.

C'est pour cela qu'à Paris XIII nous avons nous-même décidé de prendre les choses en main et d'organiser un débat avec le Conseil Général de notre département.

Nous savions déjà que c'était important pour nous, dans nos études, et nous nous sommes aperçus que pour nous tous, dans la fac, c'était important.

En histoire, géographie, connaître le département, son histoire et son rôle dans la vie du pays ; en droit et à l'IUT en CJJ, connaître les fonctions du

Conseil Général, son rôle juridique, en économie, en GEA (Gestion des Entreprises et de l'Administration) déterminer l'importance de son rôle économique et ses possibilités d'agir sur les entreprises (politique d'aide aux entreprises).

On aurait pu penser qu'après le débat tout redeviendrait comme avant, que les habitudes allaient reprendre.

Mais non, quelque chose de nouveau était entré dans notre vie d'étudiant, un contact réel était pris avec ceux qui aujourd'hui font la vie du département et préparent son avenir.

C'est une démarche nouvelle que nous entamons aujourd'hui, nous voulons changer les choses et nous y arriverons. Partout où nous commençons à construire l'Université nouvelle, les étudiants nous suivent et nous dépassent parfois même.

Vincent MARKIDES/PARIS XIII

L'UNEF réclame une réforme des 1^{er} et 2^e cycles

Pour l'Union nationale des étudiants de France-Solidarité étudiante (UNEF-SE), syndicat de gauche, le retard de la parution des textes d'application relatifs au 3^e cycle de médecine générale peut être « un obstacle pour une bonne mise en place » de celui-ci.

Par ailleurs, évoquant le problème des internes de spécialités issus de la réforme de l'internat qui souhaitent que leurs émoluments soient alignés sur ceux des internes de CHU ancien régime, l'UNEF-SE a indiqué, lors d'une récente conférence de presse, qu'*il s'agit là d'une revendication justifiée quant à son principe, mais qui apparaît cependant de nature purement élitiste et corporatiste visant à dévaloriser les internes de médecine générale*.

Enfin, l'UNEF-SE réclame « une réforme globale des 1^{er} et 2^e cycles ». Elle préconise, par exemple, « un couplage des certificats et des stages hospitaliers que les étudiants doivent suivre au cours du 2^e cycle, ce qui n'est pas systématiquement le cas aujourd'hui ». Il serait aussi souhaitable, selon elle, de mettre en place « un certificat spécifique de pharmacologie compte tenu de la place négligeable laissée à l'enseignement thérapeutique dans le cursus actuel ».

Le Quotidien
du Médecin n
28.2.85



INFO DERNIERE L